

En Suisse, les principaux risques restent, d'une part, les répercussions de la fermeté du franc sur l'industrie d'exportation et, d'autre part, la menace de surchauffe dans le secteur immobilier.»
Philipp Hildebrand, président de la direction générale de la BNS.



MAXIMILIAN MARTIN

L'Impact Economy intègre à large échelle des objectifs sociaux

Transition. Conjuguer les forces d'entreprises soucieuses d'éthique et d'entrepreneurs sociaux permettra de mieux répondre aux immenses besoins des plus pauvres.

Actif de longue date dans le conseil en philanthropie, Maximilian Martin constate qu'un grand nombre d'entreprises se préoccupent désormais des effets de leur activité sur l'environnement et le social, tandis que les philanthropes entendent mesurer l'impact de leurs actions. Des évolutions qui participent, à ses yeux, d'une évolution de l'économie mondialisée vers un capitalisme durable ou une *Impact Economy*, à même de répondre aux immenses besoins des quatre milliards de personnes très pauvres que compte encore la planète.

Laisser le capitalisme suivre ses propres lois ne suffit-il pas pour éradiquer la pauvreté?

La mondialisation de l'économie a permis à certains pays de se développer rapidement et d'améliorer le niveau de vie d'une grande partie de leur population: c'est le cas de la Chine ou de l'Inde. Mais on constate que le développement ne bénéficie pas au même rythme à toutes les régions. L'Afrique subsaharienne reste très pauvre. Les objectifs de réduction de la pauvreté fixés par les Nations Unies pour le tournant du siècle – dits «du Millénaire»



PROFIL

MAXIMILIAN MARTIN

Fondateur et CEO d'Impact Economy SA. Créée à Genève en avril, cette société conseille les entreprises, fondations et particuliers dans la transition vers un capitalisme durable. Elle réalise aussi des études. Docteur en économie, Maximilian Martin enseigne à l'Université d'Ashoka et donne un cours d'entrepreneuriat social à l'Université de Saint-Gall. Il a dirigé le département Philanthropy Services à UBS.

– n'ont pas été atteints: 4 milliards de personnes vivent encore dans une grande pauvreté. Parmi elles, 2,6 milliards n'ont pas accès à des toilettes et 1 milliard n'ont pas de chaussures. Les besoins des individus qui constituent la «base de la pyramide» – selon la définition du professeur Prahalad qui a le premier mis l'accent sur cette réalité – restent immenses.

Comment les combler?

J'estime que nous vivons une transition historique vers un capitalisme durable ou *Impact Economy*, où tant les acteurs privés que publics et sociaux chercheront à produire des effets positifs sur l'environnement et le social. On le constate dans les grandes entreprises, nombreuses à analyser les externalités de toute leur chaîne >>>

UNE HISTOIRE UN AVENIR



Chaque rêve est unique. Chaque passion évoque une histoire originale.
Votre patrimoine a une histoire, donnons-lui un avenir.



PIGUET GALLAND & CIE SA
BANQUIERS DEPUIS 1856

GENÈVE LAUSANNE LUGANO NEUCHÂTEL NYON YVERDON-LES-BAINS
WWW.PIGUETGALLAND.COM

Si seuls les fonds propres capables d'absorber des pertes en tout temps sont pris en considération, il apparaît que le ratio de fonds propres s'établit en moyenne à 2% de la somme du bilan pour les deux grandes banques.»

Thomas Jordan, membre de la direction générale de la BNS.

>>> de valeur; mais aussi avec l'évolution de la philanthropie, désireuse de disposer d'outils permettant d'analyser les effets de ses actions. Par ailleurs, des entrepreneurs sociaux retiennent de la logique du marché ce qu'elle a de meilleur pour mettre à disposition plus de biens et de services d'intérêt général.

Qu'est-ce qu'un entrepreneur social?

On peut en donner une définition classique: comme tout entrepreneur, il est innovateur, capable de repérer les opportunités et de mobiliser des ressources pour répondre aux besoins qu'il a identifiés. Son objectif principal est de créer de la valeur sociale, pas de réaliser un gain financier. A cette aune, des entrepreneurs sociaux ont toujours existé. Selon une définition plus large, l'entrepreneur social s'adapte à la logique du marché: tant pour mobiliser des ressources – qui pourront éventuellement être rémunérées si l'action a du succès – que pour délivrer des biens et des services – dont certains pourraient répondre à une demande solvable.

Certains voient dans cette évolution une négation de la valeur du don, au profit de l'extension d'une logique marchande?

Le fait que la logique du marché gagne de plus en plus de sphères de l'activité humaine n'est pas en soi positif ou négatif: c'est une tendance majeure. L'opportunité

«LES IMPACT BONDS PERMETTENT DE LEVER DES FONDS POUR FINANCER DES ONG.»

que saisit l'entrepreneuriat social est d'utiliser ce phénomène pour créer des gains, pas forcément financiers. L'action de la philanthropie est limitée par les sommes disponibles. Même aux Etats-Unis, le montant global des donations annuelles n'atteint que 300 milliards de dollars. Cela ne représente que 40 à 60 jours de dépenses du budget fédéral. Or, les besoins sont

immenses: pas seulement dans les pays en développement, mais aussi dans nos sociétés confrontées à l'immigration, à l'exclusion sociale et au vieillissement.

Pour y répondre, le social doit-il devenir rentable?

Pas dans tous les cas, mais un gain financier est possible dans certains projets; en renforçant l'impact social. Il existe maintenant des *Impact Bonds*: des obligations à but social. Elles permettent de lever des fonds

«D'ICI CINQ À DIX ANS, L'IMPACT INVESTING POURRAIT CROÎTRE JUSQU'À 500, VOIRE 1000 MILLIARDS DE DOLLARS.»

pour financer des ONG ayant fait la preuve de leur efficacité. En Grande-Bretagne, ce nouveau type d'instrument finance un programme de réinsertion de jeunes délinquants. On avait constaté que 92% des moins de 21 ans emprisonnés avaient encore affaire à la justice dans les douze mois suivant leur libération. L'argent levé grâce aux obligations a été versé à une ONG spécialiste de la réinsertion. Si le projet – lancé en 2007 – parvient à réduire significativement le nombre des récidives, le Gouvernement britannique réalisera de substantielles économies grâce à la diminution du nombre de jeunes détenus. Il reverserait alors une partie de ces gains aux souscripteurs des obligations sociales. Tout le monde serait gagnant: les jeunes concernés, l'Etat et les acheteurs d'obligations. Le potentiel de *Impact Investing* est important: une étude de Monitors, publiée en 2009, estime qu'il pourrait croître jusqu'à 500 milliards de dollars sur une période de cinq à dix ans. Un rapport de Morgan Stanley, sorti en novembre, va même jusqu'à 1000 milliards de dollars. Des estimations hors placements ISR, ces derniers pesant déjà 5000 milliards d'euros pour la seule Europe. ○

PROPOS RECUEILLIS PAR GENEVIÈVE BRUNET



DÉCRYPTAGES

GENEVIÈVE BRUNET

SUR LA PISTE DU JEUNE QUALIFIÉ

«Cherche jeune universitaire, prêt à travailler à l'étranger.» Ce type d'offre fleurira bientôt sur les réseaux sociaux et autres modernes forums professionnels des pays développés. Car – contrairement à ce que pourrait laisser penser le chômage de masse des moins de 25 ans dans nombre de pays – les universitaires seront de plus en plus recherchés, surtout les scientifiques. Et la Suisse sera particulièrement demandeuse. Dans son numéro consacré à la croissance, *La vie économique* rappelle – sous la plume du professeur Beat Hotz-Hart, du conseil des EPF – que l'économie suisse, fondée sur le savoir, est tributaire des étudiants scolarisés à l'étranger. En 2009, alors que l'économie helvétique employait 815 000 personnes dans des professions académiques ainsi que 289 000 dirigeants ou cadres supérieurs, les hautes écoles universitaires et spécialisées n'ont décerné que 29 825 bachelors, masters et doctorats. Même pas de quoi compenser les départs! Sauf à augmenter fortement le nombre de diplômés dans une classe d'âge, le pays restera tributaire de cerveaux formés ailleurs. Mais «l'immigration de scientifiques de talent vers la Suisse n'ira pas de soi à l'avenir», avertit l'expert. Il faudra les séduire. Pas sûr que la majorité de la population en soit consciente, ni que les étudiants d'ici acceptent de bon cœur un regain de concurrence dans les amphithéâtres. ○

L'ÉCONOMIE DÉPEND DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.